

NEWSLETTER

Cher client,

L'automne arrive avec ses couleurs chatoyantes et le soleil perce doucement pour chasser la brume matinale... Nous souhaitons également en cette saison vous présenter dans notre Newsletter quelques nouveautés et changements en droit fiscal.

Imposition des frontaliers allemands

Comme mentionné précédemment, la convention contre la double imposition conclue entre l'Allemagne et le Luxembourg a été complétée par un accord au mois de mai de cette année. Vous vous en souvenez probablement: les employés résidant en Allemagne et travaillant pour leur employeur plus de 19 jours par an en-dehors du Luxembourg voient leur salaire imposé proportionnellement en Allemagne.

Restait encore la question du traitement des indemnités etc. Ce vide a été comblé le 7 septembre 2011.

La question de savoir dans quel état une indemnité doit être imposée dépend des circonstances économiques des paiements. Il faut ici distinguer entre les indemnités ayant

un caractère d'allocation et celles relatives à un licenciement.

Les indemnités ayant un caractère d'allocation sont par exemple celles relatives au droit à la pension. Celles-ci sont pour les travailleurs résidant en Allemagne imposables en Allemagne, conformément à l'article 12 de la convention.

Lorsque l'employeur paie une indemnité pour se conformer aux droits à un supplément de salaires ou à d'autres rémunérations liées à la fin d'un contrat de travail, l'imposition aura lieu au Luxembourg. Mais attention, il n'y a pas de règle sans exception: dans le cas où un travailleur a travaillé, avant la fin du contrat de travail, plus de 19 jours/an en Allemagne ou dans un état tiers, l'imposition aura lieu proportionnellement en Allemagne.

Ceci devient plus complexe pour les indemnités payées suites à un licenciement ou à un plan social. Dans ce cas, une imposition en Allemagne n'aura lieu que si une imposition effective n'a pas lieu au Luxembourg. Ceci concerne principalement les licenciements de travailleurs qui, sur base des dispositions luxembourgeoises, sont exonérés d'impôts, sur demande, jusqu'à un montant de 21.090,72 €. La question se pose ici aussi de savoir si, d'un point de vue allemand, ce montant exonéré est à prendre en compte ou non. Jusqu'à présent, on est parti du principe que le fisc allemand se réserve dans ces cas le droit d'imposition. Celui qui est visé par cette réglementation

devrait alors se faire conseiller par un fiscaliste allemand afin d'introduire, le cas échéant, un recours contre le bulletin d'impôt.

Il est à noter ici aussi que l'imposition de l'indemnité pourrait éventuellement être partagée, lorsque le travailleur a travaillé pour son employeur, pendant l'année précédant le licenciement, plus de 19 jours en-dehors du Luxembourg.

Nous restons à votre entière disposition pour toute question complémentaire.

(Katharina von Randow)

Augmentation de l'index au 1er octobre 2011

Sur base de l'augmentation croissante du coût de la vie, l'index au Luxembourg a de nouveau été augmenté de 2,5 %. Ce qui est une bonne nouvelle pour l'employé conduit à des coûts

salariaux accessoires supplémentaires dans le chef de l'employeur.

(Katharina von Randow)

Cher client,

Nous attendons avec confiance un quatrième trimestre 2011 très vivant et nous réjouissons de notre aimable collaboration avec vous.

Sincères salutations,

Alhard von Ketelhodt

Luxembourg, novembre 2011